Pierre Cognez

Le vingtième siècle : genèse des grandes peurs de l'an 2000

Tome I

EDILIVRE

EXTRAIT

« Aujourd'hui, l'histoire est plus que jamais révisée ou même inventée par des gens qui ne souhaitent pas connaître le passé véritable, mais seulement un passé qui s'accorde à leurs intérêts. Notre époque est celle de la grande mythologie historique »

Eric Hobsbawm, Intresting Times. A Twentieth-Century Life.
Pantheon Books, Londres, 2003

EXTRAIT

EXTRAIT

Le vingtième siècle, le dernier de ce millénaire qui a commencé par les grandes peurs de l'an 1000 semble, apparemment, devoir se terminer en apothéose. Depuis ces temps barbares et reculés nos ancêtres, ayant appris que la Terre est ronde et que l'Europe est loin d'être le seul continent, ont réussi à acquérir, de haute lutte, la liberté, le droit à la libre pensée et la démocratie. En ces toutes premières années du vingtième siècle la science, cette toute nouvelle et dernière acquisition de l'humanité, semble nous promettre une vie enfin débarrassée des basses contingences matérielles. Les machines vont grandement soulager notre dur labeur. La chimie, la botanique, l'agronomie… s'épaulant, se répondant, vont permettre de faire disparaître la famine et de créer tous ces superflus qui rendent la vie facile et agréable. Vive donc ce vingtième siècle en train d'éclore.

Avertissement au lecteur : Dans chaque chapitre vous trouverez des chiffres romains en caractère gras et entre parenthèse **(1)**…**(2)**…

Cette numérotation correspond à des notes explicatives qui se trouvent en fin de chaque chapitre.

EXTRAIT

EXTRAIT

Les débuts du siècle

(Janvier 1900 – Août 1914)

1900 : Mon histoire, notre histoire, commence en 1900. Cela vous semble loin, bien lointain. C'est tout de même postérieur au siècle de Louis XIV et même à la Révolution française. Depuis lors la France a vu passer deux Empires, la Restauration, les Trois Glorieuses et même une deuxième République. La guerre de 70, de 1870 bien entendu, vient tout juste d'avoir lieu. La révolution industrielle commence à prendre son essor et de grands écrivains comme Alexandre Dumas, Victor Hugo, Jules Verne, Alphonse Daudet, Anatole France ou Guy de Maupassant acquièrent la célébrité grâce à leurs œuvres impérissables que nous avons toujours plaisir à lire. C'était avant-hier, presque hier. A ce moment l'Histoire, peut-être, aurait pu prendre une autre voie.

C'est la Belle Époque

Nous sommes à la naissance du vingtième siècle, le dernier du deuxième millénaire. Il commence, croit-on, sous les meilleurs auspices. La fée Science vient de placer dans son berceau les plus beaux cadeaux que notre humanité ait jamais reçu depuis l'explosion intellectuelle qui caractérise « *le siècle de Périclès* ». Les Mathématiques, grâce aux calculs de Le Verrier, viennent de prouver l'existence d'une nouvelle planète (Neptune, que l'on croit être ultime) avant que les astronomes aient réussi à l'apercevoir. Plus prosaïquement pour le quotidien de l'espèce humaine, la recherche fondamentale permet, tout à coup, d'écrire les modèles

EXTRAIT

autorisant la Physique à progresser dans l'étude des gaz et de l'optique. La toute nouvelle électricité, l'électromagnétisme qui lui est intimement lié, sont maintenant une banale réalité. La Chimie, enthousiasmée par la mise au point de la synthèse organique, ne voit pas de limites à ses découvertes et prévoit, comme vient de le proclamer Berthelot **(1)**, de nourrir les hommes à l'aide de pilules en l'an 2000. L'esprit inventif et ingénieux qui s'est épanoui durant les dernières années du dix-neuvième siècle, s'appuyant sur toutes ces découvertes, en a immédiatement imaginé et conçu la machine à vapeur, la télégraphie, la photographie… En conséquence l'Industrie, sachant intelligemment intégrer toutes ces nouveautés, progresse à grands pas. Les imposants steamers, chers aux Britanniques, peuvent enfin se lancer à la conquête de l'Atlantique, les locomotives à vapeur tractent des trains de wagons à travers l'Hexagone et Clément Ader a réussi à décoller de quelques mètres sur son « *Eole* ». La Médecine, devenue elle aussi expérimentale, depuis que Claude Bernard dans son « Introduction à la médecine expérimentale » lui en a dicté les grands principes, fait des avancées spectaculaires. De nouvelles sciences permettent aux humains de suspecter que leurs origines ne doivent rien au hasard ou à une intervention surnaturelle. La Philosophie devient une réflexion sur l'orientation de la Science. Elle cherche à donner une cohérence interne à la pensée rationnelle et Ernest Renan, prédisant « l'Avenir de la Science », jette une lumière nouvelle sur les limites du savoir, sur la place de l'homme dans un monde qu'il comprend et définit de mieux en mieux. Enfin, surtout, Jules Ferry, décrétant l'Enseignement gratuit, obligatoire et laïque, promet à l'humanité une magnifique moisson d'esprits ouverts et éclairés. Les découvertes, les réalisations brillantes font naître une croyance mystique dans l'avenir de la science. La réussite générale est quasiment palpable, le bonheur matériel complet tout proche, l'enthousiasme, souvent proclamé par des phrases d'un triomphalisme insolent, est général.

Ce feu d'artifice, non seulement se poursuit mais s'intensifie même au changement de siècle. Röntgen découvre les rayons X qui vont permettre de réaliser les premières radiographies. Marie et Pierre Curie, grâce à leurs études sur le radium et Henri Becquerel, avec l'uranium, mettent en évidence la radioactivité. Pratiquement aux mêmes moments d'autres

EXTRAIT

savants allemands, britanniques et danois, réussissent à démontrer que la matière est constituée d'atomes eux-mêmes formés d'un proton autour duquel gravitent, dans un vide impressionnant, des électrons chargés négativement. Toutes ces découvertes permettent à Albert Einstein, reprenant les formulations du mathématicien français Henri Poincaré sur les ondes et en y incluant la théorie électronique de la matière du Néerlandais Lorentz, d'énoncer sa bouleversante *théorie de la relativité restreinte*. Toujours au cours des mêmes années l'Autrichien Sigmund Freud pose les fondements de la psychanalyse et le Russe Ivan Pavlov tente d'expliquer le phénomène des réflexes conditionnés. Enfin, dans le domaine de la Biologie, le Néerlandais Hugo de Vries, puis l'Américain Hunt Morgan, révèlent les bases scientifiques de l'hérédité.

1900 : on inaugure la première ligne du métropolitain, le futur et populaire « Métro », conçu par l'ingénieur Fulgence Bienvenue. Monsieur Eiffel termine la fameuse tour qui porte son nom, fleuron de l'Exposition Universelle de Paris qui vient d'ouvrir ses portes. La capitale de la France rutile de tous ses feux. La « Ville Lumière » attire, comme des phalènes, les artistes du monde entier ainsi que l'écrit Marc Chagall prétendant que « *le Soleil de l'art ne brillait alors qu'à Paris* » **(2).** Les peintres vont provoquer l'éclosion de mouvements aussi célèbres que le nabisme, le fauvisme et le cubisme. Les ballets font leur révolution grâce à la légendaire Isadora Ducan (chère au sculpteur Antoine Bourdelle) qui ouvre la voie à la « *modern dance* », alors que le mécène russe Serge de Diaghilev s'emploie à faire connaître et admirer par les Parisiens, puis par la monde entier, les célèbres Ballets Russes. En même temps le cinématographe conquiert un public d'abord étonné par les fantaisies de Mélies, les facéties de Max Linder et les premiers dessins animés de Cohl. La fête est générale. Les femmes brillent dans leurs toilettes resplendissantes. Le Champagne pétille. C'est « la Belle Époque », belle tout au moins pour une bourgeoisie enrichie par les progrès tout récents de l'industrie et, par conséquent, par la prospérité commerciale qui en découle.

La société française est fortement hiérarchisée et très inégalitaire

N'en concluez pas que cet enthousiasme frénétique soit partagé par la totalité de la population française. A cette époque notre société, encore

EXTRAIT

essentiellement rurale, comprenant environ 40 millions d'individus, est fortement hiérarchisée et, qui plus est, très inégalitaire. Les privilégiés, les plus riches, forment une sorte de caste qu'entre eux ils appellent « le monde ». C'est un milieu extrêmement fermé composé de nobles (le plus souvent d'empire ou, parfois, d'origine pontificale) et de grand bourgeois (industriels, banquiers, directeurs de journaux) enrichis par les récents progrès de l'industrie ce qui explique leur engouement pour les découvertes scientifiques et les retombées matérielles qui en découlent. La vie mondaine de ce clan très fermé est relativement superficielle : on se reçoit, on donne des soirées, on mène la « vie parisienne » pendant la mauvaise saison en attendant, dès que le beau temps revient, de partir pour les stations balnéaires où l'on poursuit les mêmes futiles activités. « Ces Messieurs », très pointilleux sur le plan de l'honneur et toujours très conservateurs, n'hésitent pas à recourir au duel pour laver les affronts. Ils adorent, délaissant les mondanités parisiennes, partir entre hommes à la chasse (à courre ou en Sologne). Ils aiment aussi, parfois, fréquenter les personnes du « demi monde » que sont ces prostituées de haut vol qui, sachant se faire royalement entretenir, vivent sur un grand pied et représentent tout un aspect non négligeable de cette vie mondaine si puritaine en surface.

En dehors et surtout au-dessous de cette classe de privilégiés la « bourgeoisie » représente, par son nombre et par son importance économique et sociale, la classe dominante de la France du début du vingtième siècle. Elle est essentiellement constituée de hauts fonctionnaires, de gens de robe (magistrats, avocats, notaires, médecins, professeurs d'université) qui gagnent largement leur vie rémunérés qu'ils sont en « francs-or ». C'est ce qui permet à un certain nombre d'entre eux de faire des placements fonciers et mobiliers qui leur procure des « rentes ». Ces rentiers, relativement fréquents à cette époque, possédant ces types de revenus, ont la chance de pouvoir vivre en toute oisiveté. A côté de ces « grands bourgeois » on rencontre également une « petite bourgeoisie » moins aisée. Ce sont de petits commerçants, petits fonctionnaires, qui vivent plus modestement mais, titulaires qu'ils sont assez souvent du baccalauréat, sont très imbus de leur valeur, de leur dignité et de leurs prérogatives.

Au bas de l'échelle sociale nous rencontrons les « *classes populaires* ». A cette époque la majorité de la population française (44 %) vit à la campagne. La plupart des paysans sont de petits propriétaires n'exploitant

EXTRAIT

que quelques hectares et faisant essentiellement appel à leur famille comme main-d'œuvre. A leur côté on rencontre fréquemment des fermiers et des métayers. Les premiers louent la terre qu'ils exploitent ainsi que les bâtiments agricoles et les locaux d'habitation, l'ensemble constituant ce que l'on appelle *la ferme*. Pour ce faire ils versent une redevance annuelle (le fermage) au propriétaire des lieux. Les métayers, eux, passent un contrat d'exploitation agricole par lequel le détenteur du domaine rural leur donne l'autorisation d'exploiter la ferme en contrepartie d'un versement d'une partie des récoltes, des fruits et des animaux élevés. Le propriétaire peut, unilatéralement et sans contrepartie, décider de ne pas renouveler le bail de location sans avoir à invoquer un quelconque motif. Généralement possesseur d'importants domaines, il cherche à tirer le maximum de profit de ses biens tout en faisant le minimum de dépenses. De ce fait les prix des fermages sont élevés alors que les bâtiments sont laissés dans un état catastrophique. Les paysans et leur famille, généralement nombreuse, vivent dans une seule pièce au sol en terre battue, sans électricité, avec l'eau au fond du puits au milieu de la cour et sans sanitaires (l'étable voisine en tient lieu). Très souvent les chevaux, vaches, porcs… vivent dans des locaux séparés de la pièce d'habitation par une simple cloison en planches disjointes. Si cela permet d'entretenir une certaine chaleur durant la saison froide, ces conditions ne favorisent pas la salubrité. Ce terme n'a d'ailleurs, alors et en ces lieux, aucune signification. Si l'hygiène est déplorable les conditions alimentaires ne sont pas meilleures. Bien qu'élevant des animaux de boucherie et cultivant des plantes alimentaires, les paysans ne se nourrissent pas correctement. Lorsqu'ils ont payé (parfois en nature) leur fermage ou leur métayage, très élevés, à leurs propriétaires il ne leur reste que bien peu d'argent pour faire bouillir la marmite. A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième la misère sévit donc dans les campagnes. Ces tristes conditions d'existence incitent bon nombre d'agriculteurs, surtout les fermiers et les métayers ainsi que des ouvriers agricoles, à quitter leurs champs. En ces débuts du siècle on compte environ 100 000 départs vers la ville chaque année.

Le monde ouvrier est bien loin, lui aussi, de vivre confortablement. Les conditions de vie d'une grande partie de cette population restent toujours aussi précaires qu'aux jours les plus sombres de la révolution industrielle,

EXTRAIT

entraînant le peuple des travailleurs dans une misère aussi noire que celle décrite par Emile Zola dans *Germinal* ou *l'Assomoir*. Les industriels embauchent des ouvriers lorsqu'ils en ont besoin et les licencient dès que le rythme de production se ralentit. En conséquence les emplois sont extrêmement précaires et, pour des raisons de rentabilité, généralement mal payés alors que les journées de travail sont très longues. Le dimanche est le seul jour de repos et, importante innovation depuis le début de ce siècle, les travailleurs peuvent se reposer les samedis après-midi. Encore ces avantages ne sont pas toujours consentis. En outre les conditions de travail sont généralement dangereuses, sans sécurité ni hygiène. Plus grave, l'usage de produits chimiques toxiques et la poussière des salles des machines provoquent des maladies pulmonaires. La soif de rentabilité des employeurs fait qu'ils n'hésitent pas à faire travailler les femmes, généralement cantonnées, pour des salaires de misère, dans des tâches ingrates, subalternes et répétitives. Au cours des dix premières années du vingtième siècle près d'un quart de la main-d'œuvre des pays industrialisés est féminine. Les enfants ne sont pas mieux traités. Malgré la promulgation de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire le travail des enfants – qu'il s'agisse de fillettes dans les ateliers de couture ou de garçonnets dans les mines – constitue encore, au début du siècle, un apport important à l'économie. Cela commence à apparaître si insupportable que le gouvernement français, dont certains membres s'indignent de ces faits, décide de réduire la journée de travail des jeunes à 11 heures (*vous avez bien lu 11 heures par jour*). Malgré ces apports de salaires supplémentaires, la vie des ménages ouvriers reste extrêmement précaire. Il n'est pas rare que, le lundi, les femmes aillent mettre en gage les habits du dimanche avant de les récupérer le samedi suivant, une fois la paie hebdomadaire de tous les membres de la famille touchée. Il faut noter qu'au cours des premières années de ce nouveau siècle on commence à voir apparaître une autre catégorie de travailleuses, beaucoup moins défavorisées. Il s'agit de femmes de la petite et de la moyenne bourgeoisie embauchées comme vendeuses, dactylos, secrétaires, standardistes, employées de bureau et même professeurs. Celles, encore très rares, qui bénéficient d'un niveau de formation supérieure, peuvent même ambitionner de devenir juriste, médecin ou chercheur. Dès la fin du dix-neuvième siècle en effet, a

EXTRAIT

commencé à émerger une génération de femmes plus indépendantes, de la trempe de Marie Curie ou de la socialiste révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg, de l'anarchiste américaine Emma Goldman ou encore de la féministe britannique Emmeline Pankhurst, qui se font remarquer. Le droit des femmes devient donc un sujet brûlant pour une grande majorité d'entre celles qui sont issues de la moyenne bourgeoisie.

L'habitat des ouvriers est également bien loin d'être satisfaisant. Avec leur famille ils vivent généralement agglutinés à proximité des usines ou des mines : c'est le principe des *corons*. Cela consiste à loger une douzaine de personnes, adultes et enfants, dans trois pièces sans eau courante ni électricité. Qui plus est, plusieurs foyers contigus (les habitations sont accolées les unes aux autres) doivent se partager des sanitaires extérieurs absolument rudimentaires. Dans ces conditions l'état de santé de ces populations est généralement déplorable, d'autant plus qu'elles respirent à longueur de temps les fumées, plus ou moins toxiques, des usines. En outre elles sont soumises, conséquence de la pauvreté, à une malnutrition endémique. La quasi-totalité des familles vivent alors de pain et de soupe avec un peu de lard les jours de fête. Les femmes enceintes travaillent presque jusqu'à leur accouchement et ne sont autorisées à s'arrêter que pendant les quatre semaines qui suivent la naissance. De ce fait les nourrissons sont confiés aux aînés. En conséquence la mortalité infantile est très importante, heureusement [*si je puis me permettre cet euphémisme*] contrebalancée par des naissances à répétition. En outre, à cause de tout ce qui précède, la moyenne de vie des ouvrières dépasse rarement 47 ans. Qui plus est, des maladies liées à la misère et à l'insalubrité, comme la tuberculose, le rachitisme et le choléra (que la médecine ne sait pas encore juguler) sont considérées comme normales et inéluctables. A ce sombre tableau il faut ajouter l'alcoolisme permettant à beaucoup d'oublier la misère. C'est alors un fléau tellement important que l'on ne sait pas si c'est la cause ou la conséquence de la pauvreté de la classe ouvrière. Enfin, fruit de cette misère, dans les grandes cités industrielles et à Paris où les familles ouvrières sont logées dans des hôtels meublés, véritables taudis aussi insalubres que les corons, une criminalité qui n'a rien à envier à celle décrite cinquante ans plus tôt dans les « *Mystères de Paris* » d'Eugène Sue, sévit dans une presque totale impunité. On comprend donc parfaitement

EXTRAIT

que cette soi-disant « *Belle Époque* » n'offre pas alors beaucoup de perspectives réjouissantes à cette population laborieuse. On comprend surtout que, percevant les flonflons de la fête, un certain nombre d'ouvriers réalise qu'ils appartiennent à une classe défavorisée. Les seuls moments, constatent-ils avec amertume, où ils sont autorisés à côtoyer les autres classes de la société (même les classes moyennes) sur le plan d'une partielle égalité, sont ceux où ils ont eu la chance d'aller à l'école ou pendant la durée de leur service militaire. Un véritable sentiment de ségrégation est en train d'apparaître, celui d'appartenir à une classe spécifique et délaissée : *le prolétariat*.

Naissance du syndicalisme

Un certain nombre d'intellectuels des classes moyennes européennes, en particulier des journalistes et des écrivains, commencent à se montrer préoccupés par les conditions d'existence des ouvriers. Des articles parus dans des journaux, ainsi que dans quelques livres, se mettent à relater la misère, le travail dangereux et sa cadence infernale, l'emploi des enfants… Dès les années 1880 la Fédération social-démocrate britannique avait publié un rapport indiquant qu'un quart des habitants de Londres avait à peine de quoi manger. Charles Booth, un riche armateur, estimant que ces prétendues révélations n'étaient qu'une propagande socialiste mensongère, décida de lancer une gigantesque contre-enquête dans l'Est londonien. Le bilan de cette investigation fut effrayant, bien davantage que les constats de la Fédération. Les résultats de ce sondage furent alors publiés, entre 1899 et 1903, sous forme une série de fascicules intitulés « *Vie et travaille du peuple de Londres* ». La classe moyenne anglaise y découvre que 30 % des Londoniens vivent dans une véritable misère, les 10 % des plus défavorisés étant sans emploi. En 1901 Benjamin Seebohm Rowtnree publie un ouvrage sur le même sujet. Pour frapper ses lecteurs il écrit certaines de ses impressions sous forme de notes télégraphiques : « *Maison numéro 4, sept habitants. Murs, plafonds, mobilier répugnants. Moutons de poussière dans le salon sur objets et chaises. Odeurs nauséabondes de crasse et de renfermé […]. Enfants hâves et pâles, en haillons, un garçon avec une malformation des hanches, un autre avec une éruption purulente sur le visage* ». Pour qualifier ce qu'il considère comme étant le niveau de revenu en deçà duquel ces populations ne peuvent avoir un niveau

EXTRAIT

de vie décent, il emploie le terme, qui fera école, de « *seuil de pauvreté* ». Toutes ces révélations, confortées par des photographies très explicites, stupéfient la classe moyenne britannique qui constate que, sur le sol de la mère patrie du plus grand empire du monde, plus d'un tiers de la population vit dans des conditions de pauvreté plus graves que ce qui est alors observé dans les territoires les plus reculés des colonies. Ces faits, hélas, ne sont pas une spécificité britannique. Partout où l'industrialisation fait rage la misère apparaît. Les intellectuels qui décrivent et dénoncent ces abus réclament des changements mais le pouvoir est aux mains d'une bourgeoisie d'affaires toute acquise aux idées des industriels qui, eux, sont persuadés que leur compétitivité serait menacée par la moindre concession accordée aux prolétaires. Face à cette obstination, les travailleurs commencent à réaliser qu'ils ne possèdent qu'un seul atout : la force du nombre. En se regroupant en des unions de métier pour défendre leurs intérêts, il leur serait possible de mener des actions collectives efficaces. En dernier ressort ils pourraient se mettre en grève avec, toutefois, le risque de voir rogner leur salaire ou, pire, de perdre leur emploi.

L'idée de s'inspirer du fonctionnement des corporations médiévales commence à germer. Ces dernières, créées à l'origine pour défendre, dans des commerces ou des professions spécifiques, les intérêts des travailleurs menacés par d'autres ouvriers plus compétitifs ou par la mainmise croissante des maîtres, en étaient progressivement venues à revendiquer, pour leurs membres, des augmentations de salaires, des améliorations des conditions de travail et même des assistances financières en cas de maladie. Ce principe est donc repris, vers la fin du dix-neuvième siècle, en transformant ces anciennes corporations, qui recrutaient parmi l'élite des ouvriers, en « *syndicats* » qui s'adressent maintenant à la masse des travailleurs. Mettant cette idée en application dans les années 1890, une série de grèves des dockers de Londres leur ont permis d'obtenir du gouvernement des augmentations de salaire. Cette première tentative venait de démontrer l'énorme potentiel des syndicats qui, brandissant le *droit de grève*, pouvaient démontrer l'importance de leur puissance.

Dès le début du vingtième siècle les grèves deviennent donc monnaie courante dans les pays industrialisés. En 1900, elles paralysent les mines en Belgique, en Allemagne et en Autriche. En 1902, le roi Alphonse XIII

EXTRAIT

d'Espagne est obligé de déclencher la loi martiale pour endiguer l'agitation qui est en train d'envahir les industries de son pays. Plus grave encore, en 1904, une grève des cheminots tourne à l'émeute en Hongrie. Toutefois c'est le désastre minier de Courrières qui va, en France, mettre le feu aux poudres. Le samedi 10 mars 1906, à 7 heures du matin, une explosion de grisou déclenche un incendie dans la mine de Courrières (Pas-de-Calais). Très vite le feu se propage dans trois autres puits entraînant la mort de 1290 mineurs asphyxiés dans les galeries qui, en s'effondrant, les ont enterrés. Après la catastrophe il fut avéré que les conditions les plus élémentaires de sécurité n'avaient pas été respectées par la direction de la mine. Une immense colère s'empara alors de la population du Nord de la France et donna lieu à toute une série de grèves extrêmement dures à travers tout le pays. En particulier un débrayage général des cheminots paralysa la France en octobre 1910. Afin de se défendre contre les menaces des syndicats certains patrons décident de recourir au « *lock-out* », bien conscients que la fermeture temporaire des usines pénalise bien davantage le pouvoir d'achat des ouvriers que le leur. Ils peuvent également, pour briser une grève, enrôler des « *jaunes* », c'est-à-dire des travailleurs membres de syndicats créés par les patrons afin de faire tourner l'usine à la place des grévistes. Ces syndicalistes très spéciaux, dont l'emblème était, à l'origine, un gland ou un genêt, reçoivent, eux, des salaires qui n'ont rien à voir avec ceux des prolétaires. Ces armes, cependant, ne sont pas sans risque : elles peuvent se retourner contre l'employeur si les ouvriers grévistes sont suffisamment déterminés et, surtout, suffisamment rassemblés à l'échelle d'une branche industrielle ou, mieux, à l'échelle nationale, en unions professionnelles et même interprofessionnelles.

Montées du socialisme et du communisme

Bien souvent les premiers dirigeants syndicaux furent des gens convaincus que, pour accéder à un monde plus égalitaire, il fallait mettre en application les théories politiques préconisées par les socialistes qui estiment que si les mines, les usines, les moyens de transport et même le capital pouvaient être retirés des mains des patrons et placés entre celles de l'Etat, la richesse de la nation se verrait redistribuée plus équitablement. En Grande-Bretagne, dès 1867, une loi électorale élargissant le corps des électeurs à la classe ouvrière œuvrait dans ce

EXTRAIT

sens. Aussi, à partir de 1870, un petit groupe de députés issus de la classe ouvrière, soutenu par le parti Libéral mais auquel il n'appartenait pas, pu siéger au Parlement. En 1892, le fils d'un matelot charpentier, James Keir Hardie, secrétaire de la Fédération des mineurs écossais, fut élu et entra aux Communes. L'année suivante il fondait un nouveau parti politique « *l'Independant Labour Party* » (Parti travailliste indépendant), très vite rejoint par d'autres groupes socialistes. Dès 1906, prenant le nom de *Labour Party*, ce nouveau regroupement fait campagnes pour le respect de la semaine de 48 heures et d'un projet de retraite. En France, malgré la Révolution de 1789, le prolétariat, encore au milieu du dix-neuvième siècle, n'avait pas le droit de créer des associations ouvrières et ne pouvait donc pas accéder au pouvoir politique. C'est la loi de Waldeck-Rousseau qui, en 1884, reconnaissant la légalité des associations professionnelles, va permettre au syndicalisme de prendre son essor. Aussi, dès 1895, on assiste à la création de la *Confédération générale du travail*, la vénérable C.G.T. Un autre syndicat, d'obédience chrétienne et issu des syndicats des employés du commerce et de l'industrie, commence également à voir le jour. Il ne fera définitivement son unité, sous le nom de *Confédération française des travailleurs chrétiens* (CFTC) qu'en 1919. Porté pas toutes ces idées sociales avancées un véritable parti politique socialiste, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), va donc finir par voir le jour en 1905 avec Jean Jaurès à sa tête. Ce grand tribun de la classe ouvrière, député du Tarn, est persuadé de la nécessité des réformes sociales. Aussi bien dans ses discours que dans les colonnes de *l'Humanité* (journal fondé en 1904 avec son ami Aristide Briand) il déclare que la progression du socialisme exige une démarche pondérée et que l'institution du suffrage universel en est le moyen : accorder le droit de vote aux ouvriers devrait immanquablement amener l'implantation du parti socialiste dans toutes les structures politiques existantes.

Ces nouveaux venus sur la scène politique, que sont les socialistes, ne souhaitent pas seulement modifier l'architecture gouvernementale et imposer des réformes sociales. Ils veulent surtout provoquer un changement complet des mentalités, balayer les vieilles institutions sclérosées et les remplacer par des formes de gouvernement efficaces, démocratiques et modernes. Ils ont foi dans le pouvoir de la raison, de l'éducation, des progrès scientifiques. La religion, généralement liée au

EXTRAIT

pouvoir en place, évoque pour eux le temps révolu des superstitions et de l'obscurantisme. De ce fait la plupart des socialistes, particulièrement en France et en Allemagne, sont violemment anticléricaux. Les partis socialistes se mettent à gagner du terrain. Dans les pays scandinaves ils rassemblent plus d'un tiers des suffrages. En France, en 1914, un tiers des voix se porte sur les candidats de la SFIO et cent trois de ses membres sont élus députés à la Chambre. Le parti socialiste le plus important et le plus influent est celui des sociaux-démocrates allemands : le SPD, fondé en 1875. Puissamment organisé il constitue, en 1912, sous la houlette d'Eduard Bernstein, la première formation du Reichstag, bien qu'il ne participe pas au gouvernement.

Une autre approche de l'émergence et de la montée de la représentation prolétarienne dans la gouvernance des Etats avait également fait son apparition en Europe à la fin du dix-neuvième siècle. Dès les années 1850 Karl Marx, un philosophe rhénan de sensibilité radicale, atterré parce qu'il observe des conditions de vie des ouvriers allemands, dénonce cet état de fait dans des articles parus dans un journal de Cologne. Cela, bien entendu, lui attire les foudres des autorités prussiennes qui l'obligent à s'exiler à Paris. Là, en approfondissant ses connaissances en philosophie, en histoire et en sciences politiques, influencé par les idées libérales des saint-simoniens, de Fourier et de Proudhon **(3)**, il fréquente des cercles ouvriers socialistes français et allemands (également exilés) qui débattent de l'avenir politique des prolétaires. C'est alors qu'il rencontre et se lie d'amitié avec un compatriote, Friedrich Engels, qui prône des idées révolutionnaires très proches des siennes. L'un comme l'autre sont séparément arrivés à la conclusion que le système politique actuel n'est plus viable et doit être définitivement renversé et remplacer par l'idéologie socialiste. Ils se proposent d'apporter une preuve scientifique de leur théorie dans un texte intitulé « *Manifeste du Parti Communiste* ». Ils y démontent que si, à l'origine des temps, la société se composait d'individus exécutant librement le travail nécessaire à la satisfaction de leurs propres besoins, l'accroissement des productions a entraîné, par la division du travail, l'ascension et l'enrichissement d'une partie de l'humanité. On voit alors émerger une classe de propriétaires des moyens de production détenteurs du capital (la classe dominante, la bourgeoisie) et une classe d'exécutants dominés et exploités

EXTRAIT

qui louent leur force de travail (les classes ouvrières du monde entier, le prolétariat). Cette appropriation des moyens de production par une infime minorité empêche la majorité de pouvoir elle-même accéder à la propriété. Les rapports sociaux sont donc et resteront totalement faussés tant que la propriété privée ne sera pas supprimée. La classe ouvrière, afin de lutter pour son émancipation, doit donc renverser la classe capitaliste détentrice de la propriété privée afin que celle-ci redevienne collective. Ce bouleversement entraînera la disparition des antagonismes de classe. Emergera alors une société sans classe dans laquelle les hommes seront enfin réellement égaux. Marx et Engels mettent donc tous leurs espoirs dans un accroissement massif du prolétariat. Plus les prolétaires seront nombreux plus grande sera leur force révolutionnaire et plus le socialisme sera proche. Aussi, afin que les travailleurs puissent s'unir valablement pour combattre le capitalisme, il est indispensable qu'ils adhèrent à la discipline collective d'organisations syndicales ou de partis politiques. Puisque le capitalisme ne connaît pas de frontières il est même nécessaire que ces partis, abandonnant toute notion d'identité nationale, regroupent les travailleurs du monde entier. C'est précisément ce que prône la IIe Internationale (Association internationale des travailleurs) réunie à Paris en 1900. Cette internationalisation de la révolution prolétarienne, en marche vers la conquête du pouvoir politique grâce, si nécessaire, à l'emploi de la lutte armée, correspond très exactement à *l'idéologie communiste*. Par contre, les socialistes pensent, eux, qu'une confrontation brutale entre la classe dirigeante et le prolétariat risque, au contraire, de conduire à un chaos qui retarderait l'instauration réelle du socialisme. C'est pourquoi ils préconisent, comme tentent déjà de la mettre en application les membres du Labour Party britannique, une lutte essentiellement politique permettant de transférer démocratiquement la propriété des moyens de production des mains du patronat à celles de l'État. C'est très exactement ce que proclame Jean Jaurès dont le point de vue est entièrement partagé par Eduard Bernstein, le leader du SPD allemand.

Ebullition dans l'Empire russe

Comme vous allez pouvoir le constater si, en Europe, la rébellion sociale en gestation semble prendre la voie relativement pacifique du socialisme préconisé par Jean Jaurès et Eduard Bernstein, ce qui se trame

EXTRAIT

en Russie tsariste à la fin du dix-neuvième siècle et au tout début du vingtième, est d'une toute autre dimension. A cette époque en effet, cet immense pays, encore majoritairement soumis à un régime féodal, présente un développement économique très en retard. En 1885, bien que le tsar Alexandre II ait sagement décidé d'abolir le sevrage et de mettre en chantier tout un programme de mesures sociales, un mouvement populiste mal organisé, utilisant le terrorisme comme moyen de discussion, jugeant ces améliorations parfaitement insuffisantes, l'a assassiné. Bien entendu, après ce crime, les successeurs du tsar défunt (Alexandre III puis Nicolas II) remplacent les réformes prévues par une politique de répression appuyée sur l'armée et l'omnipotente police secrète. Nicolas II, depuis son couronnement en 1884, règne en monarque absolu avec des ministres issus de la noblesse, assistés par une bureaucratie pléthorique. Ce gouvernement oligarchique décide cependant de moderniser le pays en soutenant l'extension de l'industrie, la transformation des steppes du sud-est en greniers à blé et la rénovation de Moscou et Saint-Pétersbourg. Contre toute attente la réalisation de ces projets ne fait qu'exacerber les injustices sociales. Un grondement de révolte se répand à travers toute la nation. En effet, seuls les aristocrates et la grande bourgeoisie profitent de cette modernisation. Les paysans constatent que la redistribution des terres aux communes rurales en rend le prix totalement inabordable pour eux. A Saint-Pétersbourg, où de magnifiques palais, des demeures praticiennes, des cafés, des restaurants de luxe et même les ateliers de Fabergé (ce créateur de bijoux fabuleux) se reflètent dans la Néva, la misère règne dans les sordides quartiers ouvriers avec leurs familles nécessiteuses souvent condamnées aux soupes populaires organisées par les paroisses.

Malgré la pression et la surveillance exercées par la police secrète, des voix commencent à s'élever contre toutes ces inégalités. Le grand écrivain Léon Tolstoï, détaché des biens matériels et chantre de la non-violence, condamne les méfaits des pouvoirs tsariste et religieux. Son immense renommée, surtout après qu'il eut décidé de vivre comme un moujik, le protège en effet de la censure systématique appliquée à tout écrivain évoquant l'idée de progrès social. Le Saint-Synode, cependant, n'hésite pas à l'excommunier à cause de ses écrits jugés scandaleux, en particulier de son roman « *Résurrection* ». Cette condamnation entraîne, en 1901, un important mouvement de solidarité

EXTRAIT